



**JOURNEE PROFESSIONNELLE « LES MUSEES A L'HEURE DU NUMERIQUE :
TRAVAILLER EN RESEAU, REUTILISER ET CONTRIBUER »
PARIS, 07/06/2013**



Mise en ligne : juin 2013

Un réseau international : le portail des musées amazoniens

Lydie Joanny, coordinatrice projet Musées d'Amazonie en réseau, musée des cultures guyanaises

Le Musée des cultures guyanaises a été invité à cette journée professionnelle pour présenter le projet Musées d'Amazonie en réseau. Ce projet a été initié en 2011 par le Musée des cultures guyanaises à Cayenne (Guyane), le Museu Paraense Emilio Goeldi à Belém (Brésil), et le Stichting Surinaams Museum, à Paramaribo (Suriname).

Il a été construit sur deux ans et a reçu le soutien de la Région Guyane, du Fonds de coopération régionale, de la Direction des affaires culturelles de Guyane, et du dispositif européen LEADER, via les quatre Groupes d'Actions Locales de Guyane.

Cette intervention présentera tout d'abord ce projet de coopération transfrontalière, son origine, ses objectifs et son programme ; ensuite, son lancement, à travers un état des lieux des moyens, des fonds et des méthodes de travail mise en place; enfin, le bilan de la première phase, en résumant les opérations qui ont permis de constituer le réseau, de mobiliser les acteurs locaux, et de mettre en commun nos collections. Une liste des difficultés rencontrées et des perspectives à venir complétera finalement cet exposé.

I. Présentation du projet

A. Points de départ

1. Un territoire partagé: le plateau des Guyanes

Le projet Musées d'Amazonie en réseau est né de 3 points communs, dont un territoire partagé.

Le Plateau des Guyanes est un ensemble géologique d'Amérique du Sud. Ses limites sont définies par l'Orénoque au nord et l'Amazone au sud. Il comprend 5 pays : une partie du Vénézuéla, le Guyana, le Suriname, la Guyane et les états de l'Amapá et du Pará au Brésil.

Aujourd'hui le projet se concentre sur une partie du plateau : le Suriname, la Guyane et les états d'Amapá et du Pará, où sont situées nos 3 institutions.

Elles semblent distantes géographiquement, pourtant elles conservent des collections très proches en matériaux, en usages, en mode de conservation et surtout en origine culturelle, puisque nos fonds

ethnographiques sont issus des peuples amérindiens et noirs marrons qui vivent sur l'ensemble de ce territoire.

Ensemble, elles constituent donc une base cohérente pour former un réseau.

2. Trois musées aux collections proches : un partenariat cohérent

Le Museu Paraense Emilio Goeldi (MPEG) est une institution de recherche liée au Ministère de la Science, de la Technologie, et de l'Innovation au Brésil. Les premières collections du musée ont été constituées à la fin du XIXe siècle. Ils possèdent 4,5 millions d'artefacts dont plus ou moins 15 000 sont des objets ethnographiques, qui représentent 119 peuples amérindiens de l'Amazonie brésilienne et voisine. Environ 2400 objets concernent les peuples installés de part et d'autre de nos frontières communes, et constituent le point de départ du projet Musées d'Amazonie en réseau.

Le premier musée du Suriname a été ouvert en 1864. La fondation du Surinaams Museum (SSM) a, quant à elle, été créée en 1947, et le musée s'installera au Fort Zeelandia, en plein cœur de Paramaribo, en 1972. Il est réputé pour le caractère exceptionnel de ses collections d'ethnographie et conserve approximativement 9300 objets, dont 2200 sont liés aux groupes culturels qui nous intéressent.

Les collections du Musée des cultures guyanaises (MCG) sont constituées des objets collectés par le Bureau du Patrimoine Ethnologique dès la fin des années 80. En 1995, il s'installe à Cayenne, au 78 rue madame Payé, où deux salles sont vouées aux expositions temporaires. En 1997, il devient un établissement public régional et, en 2002, il obtient le label "Musée de France". En 2006, une annexe ouvre au n°54 de la rue avec une exposition permanente traitant de la vie quotidienne à Cayenne au début du XXe siècle. Il conserve environ 9000 objets, majoritairement d'ethnographie, dont 2300 sont directement liés au projet. Des relations existaient déjà entre ces 3 institutions, mais c'est le développement d'objectifs communs, qui a permis la naissance d'une coopération.

3. Des objectifs communs

Ensemble, ils souhaitent :

- améliorer la prise en compte du caractère transfrontalier des populations du plateau des Guyanes, notamment en matière de patrimoine ;
- structurer et développer la coopération des institutions patrimoniales ;
- créer un réseau dynamique et durable des musées d'Amazonie ;
- restituer les collections, prioritairement aux populations dont elles sont issues et en parallèle, les faire découvrir au plus grand nombre, notamment pour les valoriser.

B. Des partenariats novateurs pour une diffusion territorialisée

La communication de ces objectifs a par ailleurs intéressé de nouveaux partenaires.

Les Groupes d'Action Locale (GAL) de Guyane par exemple, qui sont chargés du développement socio-économique des zones rurales, se sont associés dès l'origine au volet territorial du projet qui vise la valorisation du patrimoine sur le territoire guyanais afin d'assurer sa transmission.

Il s'agit d'un partenariat inédit puisqu'il mobilise l'ensemble des GAL de Guyane pour la première fois sur un même projet culturel. D'autres associations importantes pour le réseau ont vu le jour au cours des opérations réalisées, notamment avec le Parc Amazonien de Guyane ou encore le Rectorat, à

travers la rencontre des intervenants en langues maternelles pour envisager l'utilisation du catalogue des collections dans les écoles.

Fort de ces partenariats, l'équipe projet a réalisé plusieurs types d'actions durant la première phase d'exécution.

C. Les actions programmées

1. Des séminaires professionnels

Les premières opérations prévues étaient des actions de formation et de professionnalisation qui avaient pour objectif de tisser des liens durables et de fonder le réseau sur une meilleure connaissance des équipes de nos institutions, particulièrement à travers:

- des séminaires professionnels ;
- des stages, plutôt pensés comme des échanges de professionnels du patrimoine, qui seraient accueillis et encadrés par les 3 musées.

2. Des rencontres patrimoniales transfrontalières

Le second modèle d'opération visait plus particulièrement les acteurs et représentants culturels locaux puisqu'il s'agissait d'organiser des rencontres transfrontalières sur le Maroni et l'Oyapock, les deux fleuves frontières de Guyane.

Organisées sous la forme d'ateliers de réflexions consacrés à une thématique culturelle, elles devaient permettre d'engager des débats autour de la protection et de la valorisation du patrimoine.

3. La création d'un site internet et d'une déclinaison hors ligne

Enfin, les derniers engagements du projet étaient la production d'un site internet dédié au réseau, à la diffusion et à la valorisation de ses collections et, la création d'une déclinaison hors ligne, qui devant l'hétérogénéité de l'équipement internet de notre territoire s'avérait nécessaire pour permettre un accès égal à tous aux informations du site internet et du catalogue des collections.

Le programme de ce projet a été défini en 2010. Depuis les allers retours entre nos institutions, le montage des dossiers de financement, les signatures d'accords de partenariat et autres conventions, la définition et la programmation des actions, il a finalement démarré en 2011 avec des moyens humains et techniques à organiser.

II. Le lancement du projet

A. Les moyens

1. humains : une équipe

Au lancement du projet, six personnes constituaient l'équipe :

- un chef de projet a été désigné par institution : Laddy Van Putten au Surinaams Museum, Lucia Husak Van Velthem au Museu Paraense Emilio Goeldi, Katia Kukawka au Musée des cultures Guyanaises ;
- un responsable des collections par musée : Erienne Lourens au Suriname, Carlos Chaves au Brésil ;
- et un coordinateur au Musée des cultures guyanaises.

2. Techniques

En termes de matériel, les financements obtenus ont permis d'équiper chaque musée et d'acquérir des ordinateurs, des licences d'exploitation (en particulier pour les logiciels de gestion des collections propriétaires), du matériel de bureau, notamment pour les postes créés, et du matériel photographique.

Ces moyens mis en place, nous avons commencé par un état des lieux de nos fonds respectifs avant de définir des méthodes de travail.

B. Les fonds : état des lieux

1. Collections et inventaires

Le SSM utilise un logiciel de base de données distribué par l'UNESCO. Au commencement, sur l'ensemble des 2450 objets estimés liés au projet, 1230 fiches d'inventaire papier restaient à informatiser et l'ensemble des données concernant l'identification et la description était à revoir.

Le MPEG utilisait au départ une base de données développée pour ses collections ethnographiques, l'intégralité des données d'inventaire était informatisée mais à vérifier, notamment les données liées aux matériaux primaires, aux dimensions, à l'identification, et à la classification. De plus, suite au déménagement des collections, toutes les localisations des objets étaient à reprendre.

Au cours du projet, de multiples problèmes liés à l'utilisation de ce logiciel, les ont poussés à l'abandonner pour utiliser un tableur.

En 2008, le MCG a exporté ses données d'inventaire déjà informatisées vers un logiciel propriétaire différent. Or, le transfert des données d'un logiciel à l'autre a provoqué de multiples corruptions dans les fiches d'inventaire : confusions entre les champs, rubriques lacunaires, problèmes de police sur les langues vernaculaires... Finalement, sur la totalité des objets informatisés, un travail de vérification des données et de comparaison avec les fiches de collectes manuscrites a dû être entrepris.

Pour les trois musées, chaque objet devait donc être localisé, mesuré et les données d'inventaire vérifiées.

2. La numérisation des collections

L'essentiel des photographies était argentique, partiellement numérique. De nouveaux clichés numériques avaient été faits à l'occasion d'un catalogue, d'une exposition, mais la question des droits devait être étudiée au cas par cas, et d'une manière générale, ils n'avaient pas été acquis pour un catalogue en ligne. La qualité des photographies étaient aussi hétérogènes : des fonds noirs, gris ou blancs avaient été utilisés en fonction de la commande ou du photographe. Enfin, un travail de recherche des clichés aurait dû être engagé pour les numériser.

En définitive, il a été décidé de photographier toutes les collections liées le projet.

3. Les thésaurus et méthodes d'inventaire

Nos trois institutions sont proches mais utilisent des langues différentes. La question du thésaurus a donc été soulevée, et pour la mutualisation des données sur nos collections, nous avons envisagé la constitution d'un thésaurus multilingue.

Or, comme le MCG qui utilise les vocabulaires et la méthode d'inventaire informatisé conseillés par le Service des Musées de France, le Brésil et le Suriname ont leurs propres outils : listes normalisées ou

ouvrages dédiés.

Par exemple, pour la rubrique domaine, le MCG peut choisir entre 155 termes pour un domaine de conservation, de fonction, de discipline ou chronologique, au SSM, la liste domaine est réduite puisqu'elle ne compte que des termes de domaine disciplinaire. Le MPEG, quant à lui, utilise pour les collections ethnographiques un dictionnaire édité en 1988 par Berta Ribeiro.

Ces différents éléments nous ont permis de comparer nos pratiques professionnelles pour mettre au point une méthode de travail.

C. Les méthodes de travail

1. Méthodes classiques et TIC

Nous utilisons les méthodes habituelles: des réunions collectives avec le déplacement des équipes. Elles sont toujours très utiles car elles permettent parfois d'éclaircir des points et de se mettre d'accord beaucoup plus rapidement que par des allers retours de courriels.

En parallèle, nous employons les technologies à notre disposition, qui nous permettent de travailler en continu, de toujours garder le contact. Dans notre cas, nous sommes totalement convaincus par la messagerie instantanée et de la discussion vidéo. Ces procédés nous ont permis d'élaborer ensemble une formule commune, préalable à la mutualisation des données concernant nos collections.

2. Avant la mutualisation : mise au point d'une norme commune

Nous avons d'abord dressée une table de correspondance des rubriques de nos bases respectives et de nos méthodes d'enregistrement des données. Elle nous a permis d'étudier plus précisément nos outils et nos habitudes de travail.

Nous avons ensuite choisi 15 rubriques qui nous paraissaient adéquates pour la mise en ligne et harmoniser notre manière d'enregistrer les données dans le but de faciliter la compréhension de tout internaute.

Par exemple, pour le lieu de création, nous n'inscrivons plus seulement le nom du village où l'objet a été créé, mais Guyane, Haut-Maroni, Maripasoula, Twenké. Chaque personne qui consultera notre base, saura que Twenké est un village guyanais qui se situe sur le Haut Maroni et qui fait partie de la commune de Maripasoula.

Parallèlement, nous avons tenté de créer notre propre thésaurus, avec des termes spécifiques à nos collections et de le traduire en 4 langues : français, portugais du Brésil, Néerlandais et anglais.

Enfin, nous avons homogénéisé nos techniques de prises de vue. Chaque objet est photographié sur fond noir, sous le maximum d'angles afin d'en dévoiler les détails : forme, décor, matériau... Des exemples d'accessoires de costume en perle, de céramiques zoomorphes ou encore de plumes montrent que d'un musée à l'autre, une véritable norme a été créée.

Après ces deux années de travail en collaboration, le bilan s'annonce positif, plusieurs objectifs sont atteints, dont la constitution d'un véritable réseau.

III. Le bilan de la première phase

A. Des actions de formations à la constitution du réseau

Les actions de formations (principalement séminaires et stages) ont contribué à créer des liens entre les équipes, développer et structurer la coopération entre les institutions.

Le premier séminaire professionnel a eu lieu à Belém du 21 au 27 janvier 2011 et a eu pour sujet la conservation des collections en milieu tropical. Il a rassemblé 28 personnes : professionnels de musées et agents de services patrimoniaux. Il fut l'occasion de procéder au lancement officiel du programme et surtout de permettre aux acteurs du patrimoine de nos trois territoires de se rencontrer.

Le second a eu lieu à Cayenne du 11 au 15 juin 2012 et a traité de la médiation culturelle et des publics dits éloignés. 45 personnes étaient présentes et de milieux professionnels élargis répartis entre professionnels de musées, agents de services patrimoniaux, bibliothécaires, organisme de formation pour adulte (le PREFOB), enseignants, médiateurs scientifiques...

Il a permis de débattre des enjeux de la médiation, notamment envers les publics qui ne côtoient pas nos institutions, de faire des visites de sites et de profiter des exemples ou de retours d'expérience d'actions de médiation menées sur nos 3 territoires. La constitution du réseau a aussi permis la prise en charge de deux stages de professionnels : un agent du Musée Départemental Alexandre Franconie, à Cayenne, est parti au SSM pour documenter des collections, et un agent du MCG est allé former l'équipe du MPEG aux techniques de prises de vues.

B. La mobilisation des acteurs territoriaux à travers des rencontres transfrontalières

Parallèlement à la fédération des acteurs professionnels, nous souhaitons aussi impliquer les acteurs et représentants culturels locaux et transfrontaliers pour leur permettre de se connaître, d'échanger, éventuellement de rencontrer des porteurs de projet. Deux rencontres transfrontalières ont donc été organisées sur le Maroni et l'Oyapock.

Organisée sous forme d'ateliers, la première a eu lieu à Saint-Laurent-du-Maroni sur une journée. Elle a accueilli 99 personnes: des professionnels du patrimoine, des artisans, des élus, des associations, des plasticiens... Ils sont venus de Guyane, du Brésil et du Suriname pour débattre de questions sur la propriété intellectuelle, la transmission des savoirs, la conservation respectueuse des collections ethnographiques ou encore de l'archéologie.

Pour répondre la demande des participants, la seconde, qui s'est tenue à Saint-Georges-de-l'Oyapock, a été organisée sur deux jours. Les sujets abordés concernaient l'artisanat, les musées, le patrimoine immatériel et la culture à l'école. 96 personnes y ont participé.

Ces deux rencontres ont été largement soutenues par les mairies concernées et des agents de développement local en place, ce qui nous conforte dans l'idée de reproduire ce schéma pour conserver une mobilisation des acteurs sur le territoire.

C. La mutualisation et la restitution des collections

Le 26 mars dernier, ce travail de collaboration a abouti à l'ouverture du site internet du réseau des musées d'Amazonie : <http://amazonian-museum-network.org>

D. Les difficultés rencontrées

1. Les langues

Le multilinguisme est une des richesses de notre réseau et une difficulté à gérer. Les actions organisées dans le cadre du projet ont été réalisées en l'absence de traducteurs professionnels - sauf la dernière rencontre transfrontalière, mais ils étaient en nombre insuffisant - ce qui a parfois été compliqué notamment pour les échanges, le thésaurus et la production d'outils comme les textes du site internet.

2. La coordination du projet

La coordination a parfois été délicate en matière de communication et de concertation. Les idées, les façons de faire ont été discutées collégialement et la recherche de compromis a parfois été nécessaire. Dans l'attente des réponses et des décisions, il était difficile de respecter les échéances, des arrangements ont dû être trouvés avec les prestataires et les modifications de calendrier, l'ajustement de certains objectifs ont du faire l'objet de notes, d'argumentaires, voire de rendez-vous auprès des partenaires financiers.

3. Administratives et comptables

Une gestion administrative et financière rigoureuse représente un réel investissement en temps et si elle est reconnue indispensable, il est nécessaire de savoir y consacrer du temps et de ne pas la sous-estimer.

Comme Musées d'Amazonie en réseau est un projet de coopération incluant trois pays, dont deux situés hors de la zone européenne, il n'a pas toujours été simple de trouver des prestataires acceptant les délais de paiement d'un établissement public français. Pour le thésaurus, nous avions comme ambition de faire appel à des personnes issues de groupes culturels pour traduire les dénominations en langue vernaculaire. Cette ambition a malheureusement été mise de côté, devant les difficultés liées au défraiement de personnes sans statut reconnu par l'administration.

La lenteur du circuit administratif ne va pas forcément de pair avec les nouvelles technologies. Par exemple, pour l'acquisition de clefs USB dédiées à la déclinaison hors ligne, les devis fournisseurs étaient valables six jours, le temps de signature d'un contrat ou de règlement peut être incompatible avec ce type de fournisseurs.

Un dernier point, important à évoquer dans notre cas, concerne l'égalité aux frontières. En effet, un brésilien peut se rendre à Paris sans formalité tandis que pour venir en Guyane, il lui faut un visa. Les démarches administratives entraînent parfois des délais qui peuvent devenir problématiques. Pour la seconde phase, il nous faudra impérativement nous rapprocher des consulats et ambassades afin d'obtenir des visas permanents.

4. Le temps

Le temps est une question qui se retrouve au cœur de chaque point évoqués précédemment mais il paraissait important à souligner. L'équipe Musées d'Amazonie en réseau est constituée d'un seul temps plein : le coordinateur. Les chefs de projets étant respectivement conservateur/ chercheur et directeur de musée, il dédie 1/5e de leur temps de travail au projet tandis que les responsables des collections sont à mi-temps au Suriname et étudiant boursier au Brésil.

Malgré le renfort ponctuel de contractuels pour l'organisation des séminaires et rencontres, le projet a

dû faire face à la mobilité des fonctionnaires territoriaux : je suis moi-même arrivée à la coordination de ce projet en août 2011, après une vacance de poste de presque 3 mois, et le poste du conservateur/chef de projet en Guyane est vacant depuis juillet 2012.

En parallèle, nous avons bien souvent des fiches de postes qui s'enrichissent de nouvelles missions et de nouveaux projets comme l'ensemble des professionnels, ce qui explique notamment leur difficulté à dégager du temps pour des stages réalisés dans le cadre du projet.

L'identification et la prise en compte de ces difficultés est un exercice intéressant puisqu'il nous permettra de progresser, de les corriger pour certaine, afin de mener à bien les perspectives du réseau.

E. Les perspectives

En juillet 2013, nous prévoyons que la déclinaison hors ligne soit téléchargeable sur le site du réseau.

En Août, une exposition commune devrait être produite dans le cadre du festival caribéen des arts et de la culture, CARIFESTA, à Paramaribo.

D'ici la fin de l'année, nous espérons intégrer de nouvelles institutions principalement en Guyane et diffuser l'outil hors ligne, grâce aux nouveaux partenariats, et ainsi atteindre l'élaboration micro-projets culturels en communes.

Enfin, une nouvelle phase est prévue pour 2014-2016, avec des développements du site internet, l'intégration de nouveaux domaines de collections et de nouvelles institutions au Suriname et au Brésil ; de nouvelles actions transfrontalières et une extension du réseau au Guyana.

Pour conclure, je dirai que les enjeux de cette première phase étaient de construire un réseau solide, d'apprendre à travailler ensemble, de développer des relations de coopération, de mettre en commun nos connaissances, nos compétences et nos pratiques. Les enjeux de la phase II seront de maintenir l'investissement et le dynamisme des équipes, à travers de nouvelles actions transfrontalières mais aussi en développant de nouveaux projets ; et de réussir la communication et la diffusion de nos outils pour les faire vivre et garantir leur pérennité.